



CTL du 9 juillet 2020

Déclaration Liminaire

Monsieur le Président,

Au sortir de la crise sanitaire aucune leçon ne semble avoir été tirée.

Pour l'exécutif, il apparaît même que les réformes entreprises ne sont pas allées assez vite, notamment celle de la réforme de l'État.

Ainsi revoilà le fameux CAP 2022 et la mise en ligne du contrat d'objectifs et de moyens pour les 3 prochaines années, signé dans l'urgence à la veille du confinement le 16 mars dernier, comme si après la crise sanitaire il risquait d'être reporté sine die ou même abandonné. Comment ne pas considérer cela comme du mépris pour les agents quand on analyse son contenu ! En quelques mots : on accélère la destruction de la DGFIP, comme si la crise sanitaire n'avait pas existé !

La CGT Finances Publiques vous le réaffirme, nous sommes en désaccord profond sur les chantiers engagés. La CGT ne s'associera pas à la destruction du réseau de proximité de la DGFIP, de ses missions et à l'éloignement du service public de la population !

Pour la CGT, l'urgence est d'abandonner le Nouveau Réseau de Proximité. La crise a démontré que cette réforme est le contraire de ce qu'il faudrait envisager.

Le NRP éloigne le service public de pleine compétence de la population qui s'est rendue devant les Centres des Finances Publiques y compris durant le confinement. Un tel besoin de proximité devrait vous alerter !

L'urgence est aussi de retirer la loi de transformation de la fonction publique.

Un seul exemple pour convaincre : que penser de la suppression annoncée des CHSCT qui ont pourtant démontré, s'il le fallait, toute leur utilité ?

Pour la CGT, le seul chantier prioritaire est la reconnaissance de tous les agents :

- par une augmentation conséquente du point d'indice,
- par un véritable plan de qualification,
- par le renforcement des droits et garanties et des conditions de vie au travail,
- et par un plan d'investissement ambitieux pour consolider et développer l'ensemble de nos missions.

En effet, s'agissant de la reconnaissance des agents, le compte n'y est pas !

Tous ont toujours fait preuve d'engagement et de conscience professionnelle et la reconnaissance légitime ne peut pas passer par le vol de congés, la réduction des autorisations d'absence pour enfants malades ou des primes distribuées aléatoirement à quelques-uns.

Par de tels procédés, il faut croire que nos dirigeants cherchent à détruire les collectifs de travail et l'investissement des agents sur lesquels ils ont pourtant été bien heureux de s'appuyer pendant la crise.

Un des enseignements à tirer de cette période serait de ne plus considérer les fonctionnaires et le service public comme un coût, mais bien comme essentiels à la continuité de l'État.

Le libéralisme a montré très largement ses limites, et d'ailleurs les entreprises, même les plus

libérales, ont réclamé le soutien de l'État. Ce constat peut être fait à chaque crise, il serait bon d'en tirer les leçons et de s'en souvenir entre les crises...

La CGT souhaite vous réaffirmer que, oui, nous défendrons avec force tout ce qui sera à l'avantage des agents et du service public.

Il ne s'agira jamais pour nous d'accepter des mesures régressives quelles qu'elles soient.

Notre rôle est de défendre les agents des Finances Publiques, le service public, et il est aussi de défendre nos valeurs pour le progrès social, nous l'assumons pleinement...

Les élus CGT Finances Publiques 64